

UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

1, RUE DE PROVENCE - 75009 P A R I S

---

CONFERENCE DE PRESSE

PRÉSENTÉE PAR JEAN-LUC MANO  
PRÉSIDENT DE L'UNEF

- LE BUDGET 1977 DU SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX UNIVERSITÉS ET LA RIPOSTE DE L'UNEF,
  - LA CONFÉRENCE NATIONALE DES PRÉSIDENTS DE COMITÉS UNEF LES 6 ET 7 NOVEMBRE 76.
- 

PARIS, LE 28 OCTOBRE 1976

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Deux évènements vont marquer la prochaine période universitaire :

- 1°) - Le vote du budget du Secrétariat d'Etat aux Universités par le Parlement le 10 Novembre,
- 2°) - La réunion d'une Conférence Nationale des responsables de comités de l'UNEF, les 6 et 7 Novembre prochains à l'Université de Tolbiac.

°°

#### LE BUDGET DES UNIVERSITES

A en croire Madame SAUNIER-SEITE, le budget du Secrétariat d'Etat aux Universités pour 1977 serait un budget favorable aux étudiants et aux Universités.

Cependant l'augmentation de 15 % du budget cache mal la situation catastrophique des Universités et des étudiants que tout observateur peut constater dans les faits en cette rentrée.

Cette augmentation, d'ailleurs peu supérieure à la hausse des prix ne doit pas faire illusion : elle est due aux charges incompressibles qui augmentent, comme les salaires des personnels, l'entretien et les frais généraux, à des transferts de crédits, ainsi qu'aux acquis des luttes des enseignants et des étudiants (par exemple la hausse de la subvention pour les cités-universitaires).

Ce budget d'austérité entre dans les objectifs du 7<sup>e</sup> Plan dont le rapport affirme que l'éducation et l'enseignement supérieur n'ont plus lieu d'être des priorités de la nation.

Dans une déclaration de presse récente, Madame SAUNIER-SEITE s'estime en mesure avec ce budget de remplir quatre objectifs :

- 1 - "mettre en application une véritable politique de l'enseignement en dotant les Universités des moyens dont elles ont besoin",
- 2 - "développer la recherche universitaire",
- 3 - "développer une politique à l'égard des personnels",
- 4 - "favoriser l'action sociale à l'égard des étudiants en leur offrant de meilleures conditions de vie".

. Comment en effet Madame SAUNIER-SEITE pourrait-elle "doter les Universités des moyens dont elles ont besoin" alors qu'elle reconnaît elle-même que "les crédits de fonctionnement des Universités augmentent de 3 %" et que cela se traduit déjà dans les Universités par une situation catastrophique.

La réduction des heures complémentaires par exemple oblige de nombreuses Universités et en particulier des IUT à reporter la rentrée et à faire des coupes sombres dans les enseignements.

Ainsi à Toulouse, la rentrée des 1ère année de Droit a été reportée au premier décembre, à Paris IV des unités de valeur obligatoires pour la délivrance du diplôme sont supprimées en histoire de l'art et en russe, en psychologie à Lille, 450 étudiants de 1ère année devront étudier toute l'année dans un amphî de 300 places avec un taux d'encadrement d'un enseignant pour 90 étudiants ! .....Le Secrétariat d'Etat aux Universités fixe cette année comme norme 650 étudiants par amphî et 45 étudiants par groupe de travaux dirigés en Droit.

- Comment Madame SAUNIER-SEITE peut elle se fixer comme objectif de "développer la recherche universitaire" quand il est reconnu par tout le monde que l'augmentation du crédit de recherche est du en grande partie à des transferts budgétaires. Bien plus au niveau des bourses, on assiste à une baisse de 25 % du nombre des bourses de DEA (1ère année de 3è cycle), des centaines d'étudiants ayant obtenu une bourse l'an dernier se la voient supprimer cette année pour poursuivre leur 3è cycle.

Enfin le S.E.U. a refusé au dernier CNESER l'habilitation de 23 demandes de 3è cycle sous l'unique prétexte du manque de moyens dont disposent les Universités en question.

- Madame SAUNIER-SEITE affirme qu'elle veut "développer une politique à l'égard des personnels" mais elle oublie de dire que les titularisations effectuées lui ont été imposées par les luttes revendicatives, qu'elle arrête le recrutement des assistants en Droit, que les réductions d'heures complémentaires obligent les Universités à licencier les vacataires, comme en anglais et en espagnol à Nanterre, et enfin que seulement 65 postes de professeurs et maitres de conférences sont créés au budget, soit moins d'un poste par Université.

- Enfin Madame SAUNIER-SEITE poursuit "l'action sociale à l'égard des étudiants en leur apportant de meilleures conditions de vie".

Si Madame SAUNIER-SEITE voulait mettre en conformité ses actes et ses paroles elle devrait tout d'abord prendre en considération le budget mensuel minimum d'un étudiant établi l'an dernier par le CNO qui atteignait le montant de 970 Frs. Ensuite comme le plan Barre a décidé le blocage des tarifs publics à compter du 15 septembre, le gouvernement doit annuler la hausse des tickets-de restaurants universitaires effectuée le 18 septembre. L'UNEF, la FRUF et l'UGE ont fait une démarche commune en ce sens auprès du Premier Ministre ; à ce jour la réponse se fait encore attendre.

Nous l'avons déjà dit : en fait de meilleures conditions de vie, les étudiants connaissent en cette rentrée une nouvelle dégradation de leur pouvoir d'achat: le loyer des chambres en cité-universitaire a augmenté de 15 % et dépasse en moyenne 200 Frs par mois, pour moins de 9 m2 par étudiant .....aussi cher qu'à l'hotel.

Alors que cette année les étudiants verseront 400 Frs de plus en fait de loyer et de repas sur 10 mois, la hausse des bourses est de 369 Frs pour l'année.

Le taux supérieur des bourses correspond à 520 Frs par mois, il y a seulement 110 000 boursiers et tous loin de la n'ont pas l'échelon supérieur.

Madame SAUNIER-SEITE ne prend aucune mesure pour améliorer les conditions de la rentrée et refuse de prendre en considération les propositions qu'a fait l'UNEF au gouvernement en septembre dernier dans son mémorandum à Raymond BARRE.

C'est à une véritable mystification que se livre le Secrétaire d'Etat aux Universités. Elle tend de masquer sa politique de sélection, d'austérité, de régression pédagogique de démantèlement des Universités, de chômage, et d'autoritarisme sous un verbiage de pseudo-réforme.

Les étudiants ne s'y laissent pas prendre, en cette rentrée l'heure n'est pas à la passivité : partout dans les UER les amphithéâtres, les élus UNEF organisent la riposte pour la défense du droit d'étudier.

36 IUT se sont réunis en Convention Nationale le 16 Octobre dernier, déjà plus de 80 000 étudiants ont signé les pétitions de l'UNEF exigeant la restitution des heures complémentaires.

Déjà de premiers succès ont été obtenus notamment la restitution d'un nombre important d'heures complémentaires à Paris III, Paris VII, Paris I Arts-Plastiques,..... Les inscriptions ont du être réouvertes à Paris V Sciences Humaines, pour 250 étudiants, en Education Physique pour 50 étudiant, à Nanterre-Droit les enseignants devront tous enseigner cette année dans l'UER de Nanterre, une rallonge d'un million est débloquée pour la cité d'Antony....

Ce sont des résultats partiels qui montrent qu'il est possible aujourd'hui d'obtenir satisfaction de la part du gouvernement.

C'est pourquoi l'UNEF après les manifestations des 7 et 23 Octobre, appelle les étudiants à amplifier leur riposte pour obtenir notamment :

- la restitution de toutes les heures complémentaires supprimées par le S.E.U.
- le remboursement de la T.V.A. aux Universités,
- une augmentation du budget de chaque Université,
- l'attribution d'une allocation d'étude sur la base du budget-type du CNO.

Pour faire aboutir ces revendications, l'UNEF appelle les étudiants à faire des 9 et 10 Novembre deux grandes journées d'action : le 9 Novembre d'assemblées générales pour élaborer les plateformes revendicatives, le 10 Novembre, de délégations et de manifestations en direction des Rectorats.

A Paris, le 9 Novembre se déroulera à la Sorbonne le rassemblement de rentrée des étudiants parisiens et le 10 Novembre, une manifestation de Jussieu à l'Assemblée Nationale.

Avec ces journées d'action notre volonté est de rétablir la vérité sur la situation réelle des étudiants et des Universités, d'alerter l'opinion publique sur la compression dramatique du budget SAUNIER-SEITE.

L'action se poursuivra au-delà du 10 Novembre notamment lors des élections universitaires.

## LA CONFÉRENCE DES COMITÉS LES 6 et 7 NOVEMBRE

Les 6 et 7 Novembre prochain, le collectif national a convoqué une conférence des responsables des comités de l'U.N.E.F.

Pourquoi une telle initiative, inhabituelle dans notre organisation, puisque la dernière conférence des comités date de février 1971 et a décidé de provoquer le 59<sup>e</sup> congrès de l'UNEF, celui du renouveau ?

J'ai montré dans la première partie de mon exposé en quoi la politique poursuivie par Madame Sonier Seitè est néfaste et profondément contraire aux intérêts des étudiants et des Universités.

Les conséquences de cette politique sont dramatiques pour la grande masse des étudiants, le salariat se développe, la sélection se renforce, l'enseignement se dévalorise, la pédagogie est sous développée. Plus que jamais tous les étudiants ont toutes les raisons de se rassembler et de s'unir dans leur organisation syndicale, l'UNEF.

Tous les étudiants, aussi bien ceux sont contraints de se salarier pour financer leurs études, que ceux dont la perspective est d'être embaucher à un niveau inférieur à leur qualification, que ceux qui n'acquièrent pas dans leur discipline la formation attendue au regard des réalités moderne, tous les étudiants ont chacun une bonne raison de se retrouver ensemble dans l'organisation syndicale qui prend en compte l'ensemble de leurs préoccupations.

La diversité des étudiants, de leurs opinions, de leurs activités, leurs sensibilités différentes n'empêchent de travailler ensemble dans la même organisation syndicale, mais au contraire sont source d'un enrichissement permanent de la vie de l'UNEF.

C'est ce qu'avait déjà affirmé le 63<sup>e</sup> congrès réuni à Toulouse en Mai dernier. Aujourd'hui le mouvement étudiant est arrivé à une étape nouvelle de son développement. C'est en se dégageant de la conception corporatiste du syndicat, puis de celle qui voulait transformer le syndicat en "mouvement politique de masse", que l'UNEF s'est reconstruite.

L'une et l'autre de ces conceptions avaient fait la preuve de leurs limites et de leurs incapacités à répondre à l'ensemble des préoccupations des étudiants et à défendre leurs intérêts.

Ce qui fonde la conception syndicale de l'UNEF, c'est que les étudiants ont des intérêts à défendre, sont victimes à des niveaux divers de la politique du gouvernement et ont donc toutes les raisons de se rassembler dans leur organisation syndicale l'UNEF.

Avec la conférence des comités il s'agit d'approfondir l'orientation syndicale pour toujours mieux développer les luttes et renforcer toujours plus les services tant au niveau local que national.

La conférence des C.A. va donc débattre des moyens à mettre en oeuvre pour réaliser le large rassemblement des étudiants; pour élargir, diversifier l'intervention du syndicat et améliorer en permanence sa vie démocratique.

Ainsi il est discuté actuellement dans l'UNEF une baisse de la cotisation. La cotisation <sup>est</sup> actuellement de quinze francs. L'expérience montre que ce prix est trop élevé <sup>au</sup> regard des conditions de vie de nombreux étudiants, ce qui explique pourquoi chaque année un nombre important de cartes n'étaient pas payées. Dans le même esprit, nous souhaitons simplifier la présentation de la carte UNEF.

En vue de répondre à l'ensemble des préoccupations des étudiants, l'UNEF va renforcer son secteur des services et de l'aide aux étudiants, par l'extension des coopératives, des ciné-clubs, des photocopies, de son service-voyages V.T.U., et par l'animation des U.E.R. notamment la création de foyers d'étudiants, la tenue d'expositions et de conférences sur les sujets les plus divers.

La conférence des comités va débattre des moyens à mettre en oeuvre pour une parution plus régulière et une formule plus étoffée du journal "Etudiants de France"

Enfin, elle débattre de l'amélioration de la vie démocratique des comités. Une vie qui prenne mieux en compte la réalité étudiante où le salariat contraint beaucoup d'étudiants à être de passage à l'Université et donc nécessite des formes de réunion plus souples s'appuyant entre autres sur des bulletins de liaison. Une vie des comités UNEF toujours plus liée à l'activité des élus dans les conseils, qui, comme le dit la résolution du 63<sup>e</sup> congrès sont les avocats permanents des étudiants.

L'UNEF depuis qu'elle est renouvée a fait la preuve de son efficacité à rassembler la majorité des étudiants pour la défense de leurs revendications.

En cette année un nombre accru notamment de première année adhérent à l'UNEF pour améliorer leurs conditions d'études et de vie.

Avec la conférence des comités les 6 et 7 Novembre, l'UNEF va se donner les moyens d'être encore mieux l'outil syndical de l'ensemble des étudiants.